

## CES PRINCES QUI NOUS INVITENT...

Décidément, nous sommes actuellement l'objet de bien des sollicitudes. Le P.S., la L.C.R., la C.F.D.T., se relaient pour nous adresser des missives, ma foi fort aimables. On voit que nous allons entrer dans une période de frénésie électorale!

Nous avons même été invités à «*être présents*» au congrès fédéral du P. S., afin que «*la présence de notre organisation soit un gage de réussite*» à un «*rassemblement de la gauche non-communiste*». Autrement dit, nous étions conviés à faire de la figuration dans un congrès où les délégués eux-mêmes n'étaient là que pour commuer dans le respect religieux des accords de cliques conclus au sommet du P.S.

Bien entendu, nous avons décliné une invitation qui, indépendamment des prolongements politiques qu'elle postulait, était attentatoire à la dignité de nos militants, qui ne sauraient être confondus avec des «*godillots*», fussent-ils néo-socialistes. N'empêche que cette forme caricaturale de «*centralisme démocratique*», appliquée sans vergogne dans ce qui fut le parti de Jaurès et de Blum, a de quoi inquiéter, dans la mesure où elle participe de la lente dégradation de la démocratie dans notre pays.

Mais conviendrait-il de rappeler à certains de nos concitoyens, vraiment par trop naïfs, que l'élection, même par le suffrage universel, ne suffit pas à fonder la démocratie? Elle peut même servir à légitimer un système autocratique, par exemple en envoyant siéger à l'Élysée une sorte de monarque disposant de tous les pouvoirs et dans les parlements (nationaux et régionaux) des «*députés*» godillots, sorte de parasites dont le nombre, comme celui des chômeurs, tend, au mépris de toute «*rigueur*», à scandaleusement se multiplier.

Mais, indépendamment des «*jeux et des ris*» de la politique, la vie continue. Il semble que certains employeurs aient, plus rapidement que les politiques, tiré les leçons des récents développements de la lutte des classes. Dans le privé, on signe ça et là des accords en niveau qui vont même parfois au-delà de l'indice INSEE. Seuls nos camarades de la fonction publique continuent à subir de plein fouet les effets de la politique de rigueur initiée par le très C.F.D.T. Jacques Delors, continuée par le très C.F.D.T. Pierre Bérégoovoy et allègrement poursuivie par le très... M.R.P. Philippe Séguin.

A propos de Bérégoovoy, tout un chacun a pu l'admirer sur son petit écran. Gonflé de suffisance, parvenu et fier de l'être, il s'est offert le luxe de féliciter Édouard Balladur, «*qui, comme lui, a le sens de l'intérêt public*», pour mieux déplorer que «*le gouvernement semble vouloir s'installer dans l'inflation*», c'est-à-dire conseiller à Chirac de ne pas céder sur les salaires.

Si la personnalité de Bérégoovoy qui, à défaut d'être quelqu'un, a, sa vie durant, obstinément cherché à être quelque chose, n'offre pas beaucoup d'intérêt, on ne peut, pour autant, oublier qu'il est un des inspireurs de la politique «*syndicale*» de la F.E.N. et de la C.F.D.T. Ce qui, soit dit en passant, suffirait à justifier notre refus de toute compromission avec ces organisations.

Ajoutons, pour être complet, que le personnage a les dents longues et qu'il vient, avec l'apparente complicité de Jospin, d'évincer Poperen des instances dirigeantes du P.S.

Pauvre Poperen, pauvres Poperen. Décidément, qu'ils soient au P.S. ou au P.C., ils n'ont pas de chance. Ils auraient mieux fait de suivre l'exemple de leur père: un militant attaché à sa classe, à ses idées... Tout le contraire d'un politicien de droite ou de gauche!

**Alexandre HÉBERT.**

## **LA C.F.D.T. NOUS ÉCRIT...**

Nantes, le 3 avril 1987 Aux UD: C.G.T. C.G.T.-F.O. C.F.T.C. C.G.C. F.E.N.

Chers camarades,

Nous vous proposons de faire du 7 mai une journée d'action de tous les travailleurs et travailleuses de Loire-Atlantique.

Ce jour-là, le Premier ministre sera dans notre département. Nous pensons qu'il est urgent que le département de Loire-Atlantique fasse entendre sa voix. Le démantèlement de nombreuses industries, le taux de chômage le plus élevé de tous les départements du grand-ouest, la presque absence de projets industriels à court terme nous conduisent à penser que notre département supporte des handicaps lourds pour son avenir.

Des opérations de dimension nationale de développement industriel en faveur de l'emploi doivent être conduites pour notre département.

La protection sociale est malmenée. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures qui pénalisent les assurés sociaux et ne règlent rien au problème du financement de la Sécurité sociale. Nous proposons de substituer à cette politique de replâtrage, déjà engagée par le gouvernement précédent, une recherche de solutions visant à faire contribuer tous les revenus et à réduire les coûts de santé. Nous voulons maintenir une protection sociale de haut niveau. Nous savons que la protection sociale met en jeu une quantité d'intérêts contradictoires. Nous avons la responsabilité de défendre ceux des travailleurs.

Enfin, le gouvernement impose un carcan dans la négociation sociale, notamment concernant les salaires. L'amertume est grande parmi les salariés du secteur public, comme du privé, qui supportent ce blocage des rémunérations; les récents conflits du début de cette année sont là pour en apporter la preuve. Il nous faut imposer la libre négociation entre employeurs et représentants des salariés. Nous n'ignorons pas les divergences pouvant exister entre nos organisations. Cependant, nous pensons qu'il est possible de trouver des convergences entre nous permettant au syndicalisme de trouver toute son efficacité et de répondre à une attente d'unité de la part d'une très grande majorité des salariés.

Par souci d'efficacité, nous avons pris toutes dispositions pour être prêts à agir ce jour-là, car nous savons que le temps de préparation est une condition du succès. Nous avons retenu d'organiser une manifestation départementale à Nantes, en fin de matinée avec appel à arrêt de travail.

Pour discuter de cette initiative, nous vous proposons de nous rencontrer le vendredi 17 avril 11 h., 37, rue Lamoricière à Nantes.

Recevez nos salutations syndicales.

Le secrétaire général de l'UD: J. Deniaud.

## **ET L'UD F.O. LUI RÉPOND...**

Nantes, le 7 avril 1987,

Cher camarade,

Bien reçu ta lettre du 3/4/87 ainsi que celle de la L.C.R. datée du 31/3/87, nous demandant de nous associer à la manifestation que vous avez prévue à l'occasion de la venue du Premier ministre le 7 mai en Loire-Atlantique.

Vous estimez «qu'il est urgent que le département de Loire-Atlantique fasse entendre sa voix». En ce qui nous concerne, depuis 1982, nous nous efforçons de faire entendre la voix des travailleurs, ceux de Loire-Atlantique et d'ailleurs.

En ce qui concerne la Sécurité sociale, il ne nous semble pas indispensable de nous associer à une politique tendant à «réduire les coûts de santé», ce qui reviendrait à nous associer à la proposition faite par Jacques Julliard (ancien dirigeant du SGEN-CFDT) dans le Nouvel Observateur du 27/3, qui: «se demande si la partie de la dépense de santé qui est devenue régulière (petits risques et médecine de ville) continue bien de relever de l'assurance. L'assurance est un système de prévoyance collective contre l'imprévisible et l'accidentel, non contre une consommation régulière; on ne s'assure pas contre le camembert ou la coupe des cheveux»...

Tu comprendras que nous ne puissions être partie prenante dans la mise en œuvre d'une politique que nous avons tout lieu de considérer comme réactionnaire.

Enfin, s'agissant de la libre négociation entre employeurs et représentants des salariés, je te rappelle que notre organisation s'est toujours prononcée pour le respect strict de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives, loi mise à mal par les lois Auroux et par la politique initiée par Jacques Delors (encore un de vos militants) en juin 1982.

Enfin, il est bien évident que nous ne pouvons accepter de négocier n'importe quoi et notamment comme vous l'avez fait à Ancenis, l'individualisation des salaires.

*Pour toutes ces raisons, le bureau de notre Union départementale a décidé de décliner purement et simplement votre invitation.*

*Je te prie de croire, cher camarade, à mes sentiments syndicalistes.*

*Le secrétaire général, Alexandre Hébert.*

*P.S.: En ce qui concerne l'industrialisation de la Loire-Atlantique, je te rappelle que notre organisation s'est toujours prononcée pour l'implantation d'une centrale nucléaire dans notre département qui aurait permis la création de nombreux emplois.*

-----

**CHARLES GAUTIER (P.S.) ÉCRIT AUSSI...**

*Nantes, le 13 mars 1987*

*Cher(e) Ami(e),*

*J'ai le plaisir de solliciter votre présence effective à tout ou partie du prochain congrès fédéral du Parti socialiste, qui se déroulera le samedi 21 mars prochain, au Centre Neptune.*

*Ce congrès sera le premier se déroulant en la présence d'invités extérieurs. Mais, compte tenu que notre comité directeur a déjà réussi la synthèse préalable sur le texte de motion, il sera ainsi rendu plus facile d'axer les travaux du congrès sur les conditions de rassemblement de la gauche. La présence de votre organisation sera un gage de volonté de réussite en ce sens, à un moment où la gauche non communiste ne peut être crédible qu'unie.*

*Vous trouverez ci-joint les renseignements pratiques de déroulement de cette journée. Je souhaiterais vivement que vous puissiez être présent au moins la première demi-journée. S'il vous plaît, renvoyez le coupon le plus rapidement possible, afin que votre place puisse être réservée.*

*Bien amicalement et à bientôt.*

*Comptant sur votre présence.*

*Charles Gautier, Premier secrétaire fédéral.*

**... ET L'UD F.O. LUI RÉPOND...**

*Nantes, le 17 mars 1987,*

*Mon cher camarade,*

*Bien reçu ta lettre du 13 mars nous invitant à «être présent» à tout ou partie de votre prochain congrès fédéral.*

*Bien entendu, j'ai fait part de votre invitation à notre Bureau de l'Union départementale qui juge qu'il n'est pas possible à notre organisation, qui est indépendante, et entend le rester, de tous les partis ou rassemblement de partis d'accepter «d'être un gage de volonté de réussite» d'un «rassemblement».*

*J'ajoute que l'expérience que nous avons vécue en juin 1982 et après, avec la présence «effective» d'un gouvernement d'Union de la Gauche, nous incite en la matière à la plus grande prudence, d'autant que la politique dite de cohabitation rend de plus en plus floues les frontières entre la gauche et la droite.*

*En résumé, notre organisation ne se situe pas sur votre terrain (droite/gauche) mais sur celui de la défense des intérêts de la classe ouvrière.*

*Je te prie de croire, mon cher camarade, à mes sentiments les meilleurs.*

*Le secrétaire général, A. Hébert.*

-----